

## **Information et communication à l'épreuve de l'extension de la controverse des déchets radioactifs. Le cas du projet Cigéo**

Cet article propose une analyse des pratiques info-communicationnelles des acteurs engagés dans la controverse des déchets radioactifs. Dressant le constat de l'extension du public de la controverse ces dernières années, nous étudions en quoi elle amène les acteurs à concevoir et/ou à s'approprier de nouvelles formes de communication. À partir d'une enquête de terrain composée d'observations ethnographiques et d'entretiens semi-directifs, nous analysons deux dispositifs mêlant le journalisme et la concertation à la communication institutionnelle. La communication des opposants est également abordée par la tension entre argumentation et récit médiatique. L'ensemble de ces pratiques met en jeu la critique portée au projet Cigéo : à encadrer pour les uns, à diffuser pour les autres.

### **Mots-clés**

déchets nucléaires, récit médiatique, débat public, journalisme, analyse d'entretiens

La présente contribution vise à présenter les avancées théoriques et méthodologiques d'une enquête en cours menée dans le cadre de notre thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication. Ayant pour but d'analyser la controverse relative au projet de construction du centre de stockage sous-terrain de déchets radioactifs « Cigéo » dans le Grand Est, notre travail consiste à analyser la manière dont le débat s'est installé et développé dans l'espace public, tant sur le plan des acteurs concernés que des arguments avancés. Si la gestion des déchets radioactifs est une question nationale, Cigéo représente son incarnation concrète pour le territoire sur lequel il s'implante. L'échelle du territoire nous semble pertinente pour rendre compte des pratiques info-communicationnelles des différentes parties prenantes. Dès ses prémices au début des années 2000, le projet a suscité la controverse en s'implantant entre les départements de la Meuse et de la Haute-Marne, à proximité de la commune de Bure. Alors que d'autres centres de stockage de déchets radioactifs sont déjà implantés sur le territoire français, celui que l'on nomme Cigéo<sup>1</sup> cristallise de nombreuses critiques, notamment parce qu'il se destine à accueillir les matières radioactives les plus dangereuses.

Notre problématique s'établit à partir de cette situation de controverse (Charaudeau 2014). En effet, la gestion des déchets radioactifs continue de faire l'objet de nombreux débats. Historiquement, la thématique a occupé les champs politique et scientifique. Les choix de la technique du stockage géologique sous-terrain ainsi que de la zone d'implantation de ce stockage ont été retenus suite à des débats entre des experts scientifiques et devant l'Assemblée Nationale.<sup>2</sup> Ces débats d'experts ne sont pas frontalement analysés dans notre article. En effet, la technique du stockage ainsi que sa zone d'implantation sont désormais fixés par la loi. Doit-on en conclure que les déchets radioactifs ne font plus débat ? À l'évidence, les mouvements d'opposition montrent que la controverse reste vive. La question qui caractérise l'analyse des controverses est « celle de la transformation du différend, c'est-à-dire de son déplacement sur un continuum qui

---

<sup>1</sup> Cigéo : Centre industriel géologique profond

<sup>2</sup> La loi du 30 décembre 1991 dite « loi Bataille » a fixé les trois principales voies à explorer pour les recherches sur la gestion des déchets radioactifs. Elle a été modifiée par la loi du 28 juin 2006 visant à « définir une politique nationale de gestion des matières et déchets radioactifs, renforcer la transparence dans ce domaine, et mettre en place des dispositions de financement ainsi que d'accompagnement économique. » (Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer).

va du moins public au plus public » (Lemieux 2007). Alors qu'elle était initialement contenue entre des pairs scientifiques, elle s'est étendue à un public plus vaste. En quoi l'extension de la controverse des déchets radioactifs à un large public modifie-t-elle les pratiques info-communicationnelles ? Comment l'Agence nationale de gestion des déchets radioactifs (Andra) s'adresse-t-elle à ces publics dans sa communication ? Par ailleurs, comment ces publics parviennent-ils à s'inclure dans la controverse ? Quels dispositifs et moyens de communication développent-ils pour faire entendre leur opposition à Cigéo ?

Les hypothèses de recherche ainsi que les premiers résultats présentés ici reposent sur une analyse de terrain menée pendant plusieurs mois auprès de militants antinucléaires ainsi que de chargés de communication et de concertation à l'Andra. Nous avons procédé à de longs entretiens semi-directifs d'une durée de deux heures minimum avec les interrogés. Les enregistrements ont été transcrits dans leur intégralité afin de pouvoir mener une analyse qualitative. À ces entretiens doivent s'ajouter deux séances d'observation ethnographique, l'une au cours de la manifestation « 100 000 pas à Bure », l'autre au sein de la « Maison de la résistance » qui est un lieu autogéré sur la commune de Bure visant à accueillir les opposants à Cigéo et plus largement les militants écologistes. Au retour du terrain, ces données ont été confrontées à l'analyse de nombreux supports de communication. Ces derniers comprennent la communication institutionnelle de l'Andra à travers son site web et celui du projet Cigéo, le bulletin d'information de l'Andra, ainsi que le site web « Les Arpenteurs » ; mais également les supports de communication des opposants notamment le site du collectif « VMC », les bulletins d'information « Bure Stop » et « Le Couarail ». Enfin, des articles de titres de presse quotidienne régionale tels que Le Républicain Lorrain, L'Est Republicain et Le Journal de Haute-Marne ont été inclus à notre corpus, de même que des reportages des éditions de Lorraine et de Champagne-Ardenne de la chaîne de télévision France 3. Ce sous-corpus médiatique reste ouvert dans la mesure où il est utilisé pour comparer les informations présentes dans la communication institutionnelle de l'Andra et celle des opposants sur une série d'événements.

Le passage d'une controverse « confinée » à une controverse étendue questionne *de facto* les pratiques info-communicationnelles. En effet, les débats et prises de position sur les déchets radioactifs ne se trouvent plus seulement dans les rapports d'experts et les

textes de loi. Ils occupent les colonnes de la presse quotidienne régionale et parfois nationale, font la une des journaux télévisés locaux, et sont au cœur de conversations sur les réseaux sociaux.<sup>3</sup> Notre approche communicationnelle interroge ces discours médiatiques et leurs conditions de production (Le Marec, Babou 2015). En évoluant vers davantage de « public », la controverse modifie la communication institutionnelle sur les déchets radioactifs. Celle-ci doit permettre à la fois de promouvoir le projet Cigéo mais également d'en expliquer. À cette fin, des réunions avec les citoyens ont été organisées en 2008 et en 2013 par la Commission nationale du débat public (CNDP) afin de rendre possible l'expression citoyenne dans la mise en œuvre du projet (Monnoyer-Smith 2011). Toutefois, la réception de ces dispositifs de participation et de concertation citoyenne est très nuancée dans la mesure où ils se confrontent à la colère des opposants au projet qui les qualifient « d'opérations de communication ». La prise en compte du contexte local dans lequel ces dispositifs sont déployés montrent qu'ils peuvent aboutir à un résultat contraire de ce qui est visé, à savoir radicaliser la contestation (Suraud 2006). Plus récemment, le site Les Arpenteurs, fruit d'un partenariat entre l'Andra et le magazine trimestriel Usbek et Rica se donne pour objectif de communiquer sur les déchets radioactifs « sans en parler frontalement », selon la formule confiée en entretien par une interrogée. Le site représente un hybride intéressant à analyser dans la mesure où il est animé par une équipe mêlant communicants et journalistes.

Enfin, l'analyse de l'état actuel de la controverse sur les déchets radioactifs souligne l'importance de la critique médiatique pour les interrogés. En effet, nombreux sont les militants qui assimilent leur action à celle d'un contre-pouvoir. En lisant les documents officiels qu'ils sont à même de se procurer ces citoyens enquêtent pour rendre publiques des informations qu'ils estiment trop peu visibles du plus grand nombre. Ces pratiques de recherche d'information et d'écriture (sur des listes de diffusion ou des sites web) sont singulières dans le sens où les acteurs produisent des documents qui alimentent la controverse, mais refusent de travailler avec l'Andra pour résoudre les points de désaccord. Cette production alternative d'informations s'est amplifiée avec la création d'un « Auto-

---

<sup>3</sup> Un corpus de tweets a été ajouté au corpus au cours de notre étude. Son utilité est d'observer les personnes et/ou institutions qui s'emparent du débat et la façon dont ils le cadrent dans des discussions publiques sur Twitter.

média », à savoir une cellule de production et de diffusions d'informations propre aux militants. Créée pour se réapproprier tout ce qui peut être dit sur leurs actions, l'« Auto-média » est directement alimenté par les militants. Les textes publiés ne se contentent plus de livrer des arguments pour s'opposer à Cigéo. Ils portent davantage sur la lutte en elle-même et sur les valeurs portées par le mouvement. Ainsi, il est intéressant de constater que l'élargissement de la controverse à d'autres publics conduit certains acteurs à se détacher du cadre de l'échange argumentatif pour produire d'autres contenus prenant la forme de récits (Lits 2008). En « racontant » leur opposition, les militants livrent leur discours d'une autre façon que ne le font les médias qui couvrent le sujet en fonction de son actualité (lors d'une manifestation ou de procès juridiques par exemple). En retour, cette critique des médias amène certains journalistes à rédiger l'actualité des déchets nucléaires autrement que sur le mode du compte-rendu. Ils produisent à leur tour des textes plus longs et développés sous la forme de récits et contribuent à faire vivre des « médias de la critique » (Cardon, Granjon 2013).<sup>4</sup> Ainsi la critique des médias souligne l'importance de la matérialité des supports d'information et de communication en situation de controverse. Quels sont les supports utilisés ? Sont-ils en ligne ou hors ligne ? Quel est le ton employé ? Comment l'information est-elle présentée ? Quelles images sont présentées ?

L'extension d'une controverse questionne les pratiques info-communicationnelles dans l'espace public contemporain (Miège 2010). Qu'il s'agisse de nouveaux publics ou d'acteurs présents de longue date — lorsque la controverse se « confinait » aux experts, tous ont recours à des pratiques mêlant la concertation, l'information ou le récit à la communication. À travers ces formes diverses, il nous semble que c'est le rapport à la critique du projet Cigéo, objet direct de la controverse, qui est en jeu. Il s'agit pour les uns de manifester son désaccord et sa colère, pour les autres de contenir la contestation sociale et créer le consensus sur la méthode choisie pour gérer les déchets radioactifs français.

---

<sup>4</sup> Parmi cette presse écologiste militante, sont particulièrement étudiés les sites d'informations Reporterre.net, JefKlak, ou encore Lundi.am.

## Bibliographie

CARDON, Dominique et GRANJON, Fabien, 2013. *Médiactivistes*. Paris : Presses de Sciences Po. Contester, 9.

CHARAUDEAU, Patrick, 2014. La situation de communication comme fondatrice d'un genre : la controverse. In : *Genres & Textes : déterminations, évolutions, confrontations*. Lyon : Presses Universitaires de Lyon. pp. 49-57. Textes & Langue.

LE MAREC, Joëlle et BABOU, Igor, 2015. La dimension communicationnelle des controverses. *Hermès*. Vol. 3, n°73, pp. 111-121.

LEMIEUX, Cyril, 2007. À quoi sert l'analyse des controverses ? *Mil neuf cent*. Vol. 1, n° 25, pp. 191-212.

LITS, Marc, 2008. *Du récit au récit médiatique*. Bruxelles : De Boeck. Info&Com.

MIÈGE, Bernard, 2010. *L'espace public contemporain : approche info-communicationnelle*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble. Communication, médias et société.

MONNOYER-SMITH, Laurence, 2011. *Communication et délibération : enjeux technologiques et mutations citoyennes*. Paris : Lavoisier.

SURAUD, Marie-Gabrielle, 2006. L'espace public : Entre autonomie et institutionnalisation. Le cas d'un débat sur les risques industriels. *Communication*. N° Vol. 24/2, pp. 9-28.